No. 43754

Switzerland
and
Denmark

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Kingdom of Denmark concerning international road transport (with protocol). Copenhagen, 27 August 1981

Entry into force: *25 March 1982 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 2 April 2007*

Suisse
et
Danemark

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume du Danemark relatif aux transports internationaux par route (avec protocole). Copenhague, 27 août 1981

Entrée en vigueur : *25 mars 1982 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Suisse, 2 avril 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU DANEMARK RELATIF AUX TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR ROUTE

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume du Danemark,

Désireux de faciliter les transports internationaux par route de personnes et de marchandises entre les deux pays, ainsi qu'en transit par leurs territoires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Champ d'application

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux transports de personnes et de marchandises en provenance ou à destination du territoire de l'une des Parties contractantes, ainsi qu'à tous les transports en transit par ce territoire effectués au moyen de véhicules immatriculés dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 2. Définitions

1. Le terme "transporteur" désigne une personne physique ou morale qui, soit en Suisse, soit au Danemark, a le droit d'effectuer des transports de personnes ou de marchandises par route, conformément aux dispositions légales en vigueur dans son pays.

2. Le terme "véhicule" désigne un véhicule routier à propulsion mécanique ainsi que, le cas échéant, sa remorque ou semi-remorque qui sont affectés aux transports :

a) de plus de 8 personnes assises, non compris le conducteur,

b) de marchandises.

3. Le terme "autorisation" désigne toute licence, concession ou autorisation exigible selon les dispositions applicables par chacune des Parties contractantes.

Article 3. Transports de personnes

1. Les transports de personnes sont soumis au régime de l'autorisation préalable.

2. Les transports occasionnels de personnes remplissant les conditions suivantes sont cependant exemptés d'autorisation :

a) Transport des mêmes personnes par le même véhicule pendant tout un voyage dont les points de départ et d'arrivée sont situés dans le pays d'immatriculation du véhicule, aucune personne n'étant prise en charge ou déposée le long du parcours ou aux arrêts en dehors dudit pays (circuit à porte fermée) ; ou

b) Transport d'un groupe de personnes d'un endroit situé dans le pays d'immatriculation du véhicule à un endroit situé sur le territoire de l'autre Partie contractante, le véhicule quittant à vide ce territoire ; ou

c) Transport de personnes en transit par le territoire de l'autre Partie contractante,-à l'exception des voyages qui se répètent, entre les mêmes lieux à des intervalles de moins de 16 jours.

3. Lors d'un transit à vide, le transporteur devra justifier qu'il traverse à vide le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 4. Transports de marchandises

1. Tout transporteur d'une Partie contractante a le droit d'importer temporairement un véhicule vide ou chargé sur le territoire de l'autre Partie contractante, aux fins de transporter des marchandises :

a) entre n'importe quel lieu du territoire d'une Partie contractante et n'importe quel lieu du territoire de l'autre Partie contractante ; ou

b) en transit par le territoire de l'autre Partie contractante.

2. Les transports au départ d'un pays tiers à destination de l'autre Partie contractante ou au départ de l'autre Partie contractante à destination d'un pays tiers sont soumis à autorisations.

Article 5. Application de la législation nationale

Pour toutes les questions qui ne sont pas réglées par le présent Accord, les transporteurs et les conducteurs de véhicules d'une Partie contractante se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante sont soumis aux prescriptions nationales en vigueur dans le pays de cette dernière.

Article 6. Transports intérieurs

Les transporteurs de l'une des Parties contractantes ne sont pas autorisées à effectuer des transports routiers de personnes ou de marchandises entre deux points situés sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 7. Infractions

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes veillent à ce que les transporteurs respectent les dispositions du présent Accord.

2. Les transporteurs et les conducteurs de véhicules qui, sur le territoire de l'autre Partie contractante, ont commis des infractions aux dispositions du présent Accord ou des lois et règlements en rapport avec les transports routiers ou la circulation routière en vigueur sur ledit territoire peuvent, sur demande des autorités compétentes de ce pays, faire l'objet de mesures qui suivent, à prendre par les autorités du pays d'immatriculation du véhicules :

a) avertissement;

b) suppression, à titre temporaire, partielle ou totale, du droit d'effectuer des transports sur le territoire de la Partie contractante où l'infraction a été commise.

3. L'autorité qui a pris une telle mesure en informe l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

4. Los mesures qui précèdent sont prises sans préjudice des sanctions pouvant être appliquées en vertu de la législation nationale par les tribunaux ou les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle de telles infractions ont été commises.

Article 8. Autorités compétentes

Les Parties contractantes se communiquent réciproquement les autorités chargées de l'application du présent Accord. Ces autorités maintiennent entre elles des contacts directs.

Article 9. Modalités d'application

Les autorités compétentes des Parties contractantes règlent les modalités d'application du présent Accord par un Protocole signé en même temps que ledit Accord.

Article 10. Commission mixte

1. Les Parties contractantes instituent une Commission mixte spécialisée pour traiter des questions découlant de l'application du présent Accord.

2. Cette Commission est compétente pour modifier le Protocole mentionné à l'article 9.

3. Les autorités compétentes de l'une des Parties contractantes peuvent demander la réunion de cette Commission mixte, laquelle se réunira alternativement sur le territoire de chacune des Parties contractantes.

Article 11. Application à la Principauté de Liechtenstein

Conformément à la demande formelle de la Principauté de Liechtenstein, l'Accord étend ses effets audit pays aussi longtemps qu'il restera lié à la Confédération suisse par un traité d'union douanière.

Article 12. Entrée en vigueur et durée de validité

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès que chacune des Parties contractantes aura notifié à l'autre qu'elle s'est conformée aux prescriptions constitutionnelles relatives à la conclusion et à la mise en vigueur des Accords internationaux.

2. L'Accord sera valable un an dès son entrée en vigueur et sera prorogé par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation formulée par l'une des Parties contractantes, trois mois avant l'expiration de la période en cours.

3. À la date d'entrée en vigueur du présent Accord, les échanges de notes des 14 août 1963 et 26 juillet 1968 entre les deux pays concernant les transports routiers sont abrogés.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Copenhague, le 27 août 1981, en deux originaux en langue française.

Pour le Conseil fédéral suisse :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

PROTOCOLE

En conformité de l'article 9 de l'Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement du Royaume de Danemark relatif aux transports internationaux par route signé à Copenhague, le 27 août 1981, il est convenu de ce qui suit :

1. Transports de personnes (article 3)

Les demandes d'entrée à vide de cars sur le territoire de l'autre Partie contractante, pour y prendre en charge des personnes à destination du pays d'immatriculation du véhicule, doivent être présentées par écrit à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

Les demandes d'autorisation pour les transports de personnes qui ne répondent pas aux conditions définies à l'article 3, alinéa 2 de l'Accord doivent être soumises aux autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule qui, si les demandes peuvent être recommandées, les transmettront aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

L'autorité ayant délivré l'autorisation en informe l'autorité compétente de l'autre Partie contractante en lui adressant une copie du document délivré.

Les autorisations doivent se trouver à bord des véhicules et être présentées sur demande des organes de contrôle.

Sur présentation d'une justification, les véhicules destinés à remplacer des autocars endommagés ou en panne sont dispensés de l'autorisation pour entrée à vide.

2. Transports de marchandises (article 4)

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes s'accorderont sur les modalités relatives à la délivrance des autorisations pour le trafic avec pays tiers.

3. Application de la législation nationale (article 5)

Les Parties contractantes prennent acte que l'article 5 de l'Accord se réfère notamment à la législation sur les transports routiers, sur la circulation routière, sur les poids et dimensions des véhicules, sur la durée du travail et du repos de l'équipage des véhicules, ainsi que sur les périodes de conduite au volant.

4. Autorités compétentes (article 8)

Les autorités compétentes pour l'application de l'Accord sont :

Pour la Suisse et la Principauté de Liechtenstein :

Le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie,

Office fédéral des transports, CH - 3003 Berne

Télex 33 179 eav ch,

Tél. Berne 6l 41 11

Pour le Danemark :

En ce qui concerne les points traités aux articles 3 et 4, alinéa 2 de l'Accord :

Direction des Transports routiers,

Borgergade 20,

DK - 1300; København K.

Tél. (01) 14 74 44

Télex 19879

En ce qui concerne les autres articles :

Le Ministère des Travaux publics

Frederiksholms Kanal 27,

DK - 1220 København K.

Tél. (01) 12 62 42

Télex 22275 moa dk.

5. Poids et dimensions des véhicules

En matière de poids et dimensions des véhicules routiers, chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas soumettre les véhicules immatriculés dans l'autre Partie contractante à des conditions plus restrictives que celles qui' s'appliquent aux véhicules immatriculés sur son territoire.

Les véhicules dépassant les poids et dimensions maximum fixés par la législation nationale de chacune des Parties contractantes ne seront admis à circuler que s'ils sont munis d'une autorisation spéciale de circulation délivrée par les autorités compétentes.

6. Régime douanier

Les carburants et lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux des véhicules importés temporairement seront admis en franchise des droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation.

Les pièces détachées importées pour servir à la réparation d'un véhicule déterminé, déjà importé temporairement, seront admises temporairement en franchise des droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation. Les Parties contractantes peuvent exiger que ces pièces soient placées sous le couvert d'un titre d'importation temporaire. Les pièces remplacées seront dédouanées, réexportées ou détruites sous le contrôle de la douane.

7. Droits et taxes

Se fondant sur les législations nationales actuellement en vigueur et sous réserve de réciprocité, les véhicules immatriculés dans le territoire d'une Partie contractante et temporairement importés dans le territoire de l'autre Partie contractante sont exonérés de toutes les taxes et charges qui frappent la circulation ou la détention de véhicules dans ce territoire.

Demeure réservée la perception d'émoluments de concessions ainsi que, le cas échéant, de péages pour les routes, ponts, tunnels, de taxes de consommation du carburant des véhicules mis à part le carburant se trouvant dans des réservoirs normaux des véhicules à leur entrée et d'émoluments administratifs perçus pour autoriser des dérogations à la législation sur la circulation routière.

Fait à Copenhague, le 27 août 198I en deux originaux en langue française.

Pour le Conseil fédéral suisse :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF DENMARK CONCERNING INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT

The Swiss Federal Council and the Government of the Kingdom of Denmark,

Desiring to facilitate the international transport of persons and goods by road between the two countries and in transit through their territories,

Have agreed as follows:

Article 1. Sphere of application

The provisions of this Agreement shall apply to the transport of persons and goods coming from or going to the territory of one of the Contracting Parties, and to all transport in transit through that territory, done by vehicles registered in the territory of the other Contracting Party.

Article 2. Definitions

1. The term "carrier" shall mean any physical or juridical person, in Switzerland or in Denmark, authorized to carry persons or goods by road in conformity with the legal provisions in force in his country.

2. The term "vehicle" shall mean any mechanically powered road vehicle and, where applicable, its trailer or semi-trailer, built to transport:

(a) more than eight seated persons, excluding the driver,

(b) goods.

3. The term "authorization" shall mean any licence, concession or authorization that may be required under applicable provisions by each of the Contracting Parties.

Article 3. Transport of persons

1. Passenger transport operations shall require prior authorization.

2. However, occasional passenger transport operations meeting the following conditions shall be exempt from the authorization requirement:

(a) The transport of the same persons in the same vehicle throughout a single journey beginning and ending in the country of registration of the vehicle, provided that no passengers are taken on or set down during the journey or at stops outside that country (closed-door tours); or

(b) The transport of a group of persons from a point situated in the country of registration of the vehicle to a point situated in the territory of the other Contracting Party, provided that the vehicle leaves the latter territory empty; or

(c) The transport of persons through the territory of the other Contracting Party, with the exception of journey between the same places repeated at intervals of fewer than 16 days.

3. In the case of transit with an unloaded vehicle, the carrier must justify crossing the territory of the other Contracting Party empty.

Article 4. Transport of goods

1. Any carrier of a Contracting Party shall be entitled to import a loaded or unloaded vehicle into the territory of the other Contracting Party on a temporary basis, in order to transport goods:

(a) between any point in the territory of a Contracting Party and any point in the territory of the other Contracting Party; or

(b) in transit through the territory of the other Contracting Party.

2. Transport operations from a third country to the other Contracting Party or from the other Contracting Party to a third country shall require authorization.

Article 5. Application of national legislation

For all matters not settled by this Agreement, carriers and drivers of one Contracting Party shall, when travelling in the territory of the other Contracting Party, be subject to the provisions of the laws and regulations in force in that territory.

Article 6. Transport within a territory

Carriers of one of the Contracting Parties shall not be authorized to transport persons or goods by road between two points in the territory of the other Contracting Party.

Article 7. Infringements

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall ensure that carriers comply with the provisions of this Agreement.

2. Any carrier or driver of one of the Contracting Parties who, in the territory of the other Contracting Party, is guilty of infringements of the provisions of this Agreement or of laws and regulations concerning road use and transport in force in said territory, may be liable, at the request of the competent authorities of that country, to the following measures to be taken by the competent authorities of the country where the vehicle is registered:

(a) Caution;

(b) Temporary, partial or total prohibition from effecting transport operations in the territory of the Contracting Party in which the infringement has occurred.

3. The authority which has put such a measure into effect shall so inform the competent authority of the other Contracting Party.

4. The foregoing measures shall be taken without prejudice to any sanctions that may be imposed under domestic law by the courts or competent authorities of the Contracting Party in whose territory such infringements have occurred.

Article 8. Competent authorities

The Contracting Parties shall notify each other of the authorities responsible for implementing this Agreement. Those authorities shall keep in direct contact with one another.

Article 9. Implementation mechanisms

The competent authorities of the Contracting Parties shall agree on the mechanisms by which this Agreement is to be implemented in a Protocol, which shall be signed at the same time as said Agreement.

Article 10. Joint Commission

1. To deal with any issues arising from implementation of this Agreement, the Contracting Parties shall establish a specialized Joint Commission.

2. That Commission shall have the authority to amend the Protocol referred to in Article 9.

3. The competent authorities of one of the Contracting Parties may request a meeting of that Joint Commission, which shall be held alternately in the territory of each of the Contracting Parties.

Article 11. Application to the Principality of Liechtenstein

In conformity with the official request by the Principality of Liechtenstein, this Agreement shall also apply to the Principality of Liechtenstein for as long as that Principality remains bound to the Swiss Confederation by a customs union treaty.

Article 12. Entry into force and duration of the Agreement

1. This Agreement shall enter into force as soon the Contracting Parties have informed each other that their respective constitutional requirements with respect to the conclusion and entry into force of international agreements have been met.

2. The Agreement shall be concluded for a period of one year; it shall be extended from year to year by tacit agreement, unless denounced by one of the Contracting Parties three months before the expiry of the current period.

3. The exchange of notes between the two countries of 14 August 1963 and 26 July 1968 regarding road transport shall be repealed on the date this Agreement enters into force.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto by their Governments, have signed this Agreement.

Done at Copenhagen on 27 August 2007 in duplicate in the French language.

For the Swiss Federal Council:

For the Government of the Kingdom of Denmark:

PROTOCOL

In accordance with article 9 of the Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Kingdom of Denmark on international road transport, signed at Copenhagen on 27 August 1981, it is agreed as follows:

1. Transport of persons (article 3)

Requests for the entry of empty vehicles into the territory of the other Contracting Party to pick up passengers travelling to the country in which the vehicle is registered must be submitted in writing to the competent authority of the other Contracting Party. Requests for authorisation for the transport of persons that do not conform to the conditions established in article 3, paragraph 2 of the Agreement must be submitted to the competent authorities of the of the country in which the vehicle is registered, who, if the requests are to be recommended, shall transmit them to the competent authorities of the other Contracting Party.

The authority granting authorisation shall notify the competent authority of the other Contracting Party thereof by sending it a copy of the authorization document.

The authorization documents must be carried on board the vehicles and be shown to supervisors upon request.

Vehicles sent to replace broken-down vehicles shall, upon presentation of a justification, be exempt from authorization to enter empty.

2. Transport of goods (article 4)

The competent authorities of the two Contracting Parties shall agree on the mechanisms for granting authorizations for traffic with third countries.

3. Application of national legislation (article 5)

The Contracting Parties note that article 5 of the Agreement refers in particular to legislation concerning road transport, road traffic, the weight and dimensions of vehicles, hours of work and rest periods for crews of vehicles and hours of driving.

4. Competent authorities (article 8)

The competent authorities for implementing the Agreement shall be:

In the case of Switzerland and the Principality of Liechtenstein

Federal Department of Transport, Communications and Energy,

Federal Office of Transport, CH - 3003 Bern

Telex 33 179 eav ch,

Tel. Berne 61 41 11;

In the case of Denmark:

As regards the provisions of article 3 and 4, paragraph 2, of the Agreement:

Road Directorate,

Borgergade 20,

DK - 1300; Copenhagen K.

Tel. (01) 14 74 44

Telex 19879

As regards the other articles:

Ministry for Public Works

Frederiksholms Kanal 27,

DK - 1220; Copenhagen K.

Tel. (01) 12 62 42

Telex 22275 moa dk.

5. Weight and dimension of vehicles

With respect to the weight and dimensions of road vehicles, each Contracting Party shall undertake not to apply to vehicles registered in the other Contracting Party conditions that are more restrictive than those applicable to vehicles registered in its own territory.

Vehicles exceeding the maximum weights and dimensions established by the domestic laws of each of the Contracting Parties may be driven only if they have obtained a special authorization from the competent authorities.

6. Customs arrangements

The fuel and lubricants contained in the normal tanks of temporarily imported vehicles shall be admitted free of import duties and taxes and without import prohibitions or restrictions.

Spare parts for the repair of a temporarily imported vehicle shall be admitted temporarily free of import duties and taxes and without import prohibitions or restrictions. The Contracting Parties may require that those parts be covered by a temporary import license. The replaced parts shall be cleared through customs, re-exported or destroyed under customs supervision.

7. Taxes and charges

Based on domestic legislation currently in force and subject to reciprocity, vehicles registered in the territory of the other Contracting Party and temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempt from all traffic taxes or vehicle ownership taxes in effect in that territory.

The right to collect fees for concessions and, where applicable, tolls for roads, bridges, and tunnels and charges for the consumption of vehicle fuel other than fuel found in the normal tanks of vehicles upon entry, as well as administrative fees for waiving road traffic legislation shall remain reserved.

Done at Copenhagen on 27 August 1981 in duplicate in the French language.

For the Swiss Federal Council:

For the Government of the Kingdom of Denmark: